

Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale

Pascal Ory

DANS **HUMANISME 2021/2 N° 331** , PAGES 89 À 94

ÉDITIONS **GRAND ORIENT DE FRANCE**

ISSN 0018-7364

ISBN 9782374452685

DOI 10.3917/huma.331.0089

Date de mise en ligne : 30/11/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-humanisme-2021-2-page-89?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Grand Orient de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale

Pascal Ory, de l'Académie française

Humanisme : Votre dernier livre, publié chez Gallimard, est une somme. Pour la nommer, vous reprenez le titre de la célèbre conférence d'Ernest Renan, prononcée il y a 150 ans. Ce texte bref, une trentaine de pages, vous guide, de chapitre en chapitre, dans l'examen actualisé de cette même question. Par quel miracle ?

Quand j'ai commencé à enseigner à Sciences Po, dans les années 70, ce texte était encore canonique. Au reste c'est sous les auspices d'un autre texte de Renan, *La réforme intellectuelle et morale*, que l'École libre des sciences politiques, l'ancêtre de Sciences Po, avait été fondée. Sous l'effet donc du double traumatisme de 1871 (la Défaite et la Commune), il s'agissait de repenser l'université à la lumière du modèle allemand et, dans le même mouvement, de marquer les différences de conception de la nation. À sa question la réponse de Renan frappait net : « un plébiscite de tous les jours ». La nation était donc fondée sur la délibération démocratique, elle ne devait rien à une sorte de fatalisme culturel, voire racial... Par la suite les critiques ne lui furent pas épargnées. Du côté allemand, comme prévu, mais aussi sur sa gauche, comme pur produit d'une pensée patriotarde, voire nationaliste. À le relire aujourd'hui, ces critiques s'effondrent. Loin de faire de la nation une catégorie éternelle, Renan n'annonce-t-il pas qu'un jour les nations périront et que, je le cite : « la confédération européenne probablement les remplacera » ?... Drôlement plus optimiste sur l'avenir de l'Europe que nous ne le sommes en 2021, l'Ernest...

Bref : un grand texte. Il est précieux de se faire accompagner par lui, même si ma perspective est très différente. Non seulement parce que le temps a coulé, mais parce que je me suis d'emblée placé dans une perspective mondiale. La réponse à la question du titre tient donc dans son sous-titre.

Humanisme : Nous reviendrons sur ce point. Mais avant cela, vous intitulez votre prologue : « Une histoire personnelle ». En quoi l'« ego-histoire », pour reprendre le mot forgé par Pierre Nora, est-elle d'un bon secours ? En quoi « l'histoire qui vous a fait » est-elle utile à « l'histoire que vous faites » ?

Eh bien, convoquer mon histoire personnelle cela sert, d'abord, tout simplement, à dessiner une époque. L'époque de ceux qui, comme moi, ont vingt ans en 1968, de ceux qui, même sans être marxistes, sont convaincus que « l'Internationale sera le genre humain » et que la décolonisation marque le sommet de cette libération des peuples. C'est peu de dire qu'en ce temps-là nous ne prêtions pas suffisamment attention au fait que ces luttes de libération étaient des luttes de libération « nationale ». Les sigles le disaient pourtant. FLN, Front national de libération, en Algérie, FNL, Front national de libération, au Vietnam : il faut croire qu'on ne prenait pas l'adjectif au sérieux...

Plus au fond, j'ai mis du temps à comprendre que la décolonisation ne se limitait pas au phénomène dont nous étions les contemporains. Lorsqu'on s'avise que la première décolonisation moderne, c'est la guerre d'indépendance des États-Unis, suivie une génération plus tard par l'indépendance des colonies d'Amérique latine, cela reconfigure l'histoire. Au-delà, cette perspective autobiographique sur laquelle j'ouvre mon livre conduit à une relecture de notre histoire contemporaine à la lumière non du recul de l'idée de nation mais de son progrès. Lorsque, dans les années 80, à Sciences Po, j'ouvre un séminaire, intitulé « Qu'est-ce qu'une nation ? », je suis déjà convaincu que la nation n'appartient pas au passé mais à l'avenir : et voilà qu'on est à la veille de la chute du Mur...

Humanisme : Malgré Renan, la conception « ethnique » de la nation semble pourtant, dans le dernier quart du XIX^e siècle, s'imposer en France. C'est Barrès, avec sa métaphore de « la terre et les morts », avec sa notion d'« enracinement », qui en fournit la théorie. Gide peut bien ironiser - « Né à Paris, d'un père uzétien et d'une mère normande, où voulez-vous, monsieur Barrès, que je m'enracine ? » - la nation a produit le nationalisme et il fait son chemin.

Il s'effectue, en effet, en cette fin de XIX^e siècle, un tournant capital, et ça se passe en France. Pour en comprendre l'enjeu il faut se rappeler que la notion de nation est une notion « de gauche », puisqu'elle est fondée sur la souveraineté populaire. Mais là où la nation triomphe, où se constitue, soit ex nihilo, soit par révolution, un État-nation, une conversion s'effectue à droite. Une droite nouvelle, dynamique, récupère à son profit la nation et en fabrique une conception à usage interne, de forme fermée, où la priorité n'est plus à l'intégration mais à l'exclusion. C'est ça le « nationalisme », qui est désormais très préoccupé d'exclure : les étrangers du dehors mais surtout les étrangers du dedans. Les « métèques », les

juifs, les francs-maçons,... Et cette dynamique est encouragée par l'émergence de la fraction peu à peu hégémonique du mouvement ouvrier, qui prône, elle, la prédominance de l'identité de classe sur toutes les autres et pose un nouveau projet politique : l'internationalisme. Notons cependant que dans la France de la Troisième république -régime très « avancé », vers 1900- les républicains qui en dominent la vie politique et intellectuelle réussirent à redresser la barre au moment de l'Affaire Dreyfus. Au lendemain de l'Affaire une personnalité aussi typique de cette famille d'esprit, Ferdinand Buisson, d'origine protestante et de culture maçonnique, qui sera Président de la Ligue de l'Enseignement puis de la Ligue des Droits de l'Homme et finira Prix Nobel de la Paix, pourra prononcer une conférence au titre significatif : « Pourquoi nous sommes patriotes et pourquoi nous ne sommes pas nationalistes ».

Humanisme : Il y a l'idée de nation, et il y a les réalités historiques des nations. A la question : « De quoi les nations sont-elles le produit ? » vous proposez plusieurs réponses dont celle-ci : « La nation est la fille de l'Etat et de la liberté ». Comment l'entendez-vous ?

Le lien génétique entre l'État et la nation est éclairant, qu'il soit étroit ou qu'il soit lâche. Le modèle français est celui d'un État qui, depuis des siècles, travaille à configurer un vivre-ensemble. D'autres nations se sont construites, a contrario, contre tout centralisme. La Suisse est, à cet égard l'anti-France. S'il y a un bien un pays qui ignore le sens du mot « fédération », c'est bien la France. Les Jacobins l'ont bien compris, en accablant les Girondins comme « fédéralistes ». Regardez le mal que les Français ont eu à comprendre l'an dernier le fonctionnement de la RFA face à la pandémie ou la logique des élections présidentielles américaines...

Le cas des États issus des empires coloniaux est plus remarquable encore. Qu'il s'agisse de l'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne ou de l'Asie centrale le schéma d'édification du national à partir d'une expérience étatique, fût-elle douloureuse, dessine des figures nationales contrastées mais convergentes.

Pour ce qui en est de la liberté dans sa relation avec la genèse d'une nation, je crois qu'il faut faire un détour par la religion. Et, plus précisément, en Europe, par le moment de la Réforme. Dès le précurseur, Jean Hus, qui associe son projet de réforme religieuse à la liberté d'utiliser la langue tchèque face à l'allemand. S'il y a aujourd'hui une Finlande, c'est parce que l'État dominant des Finnois, la Suède, y a exercé une domination plutôt modérée et que les dominés ont adopté, comme leurs dominants, le luthéranisme. Du coup, la Bible a été traduite, dès

le XVI^e siècle, en langue finnoise : la future langue nationale était sauvée, la future nation finlandaise, fondée. Aujourd'hui, la langue celtique la moins menacée est le gallois. Pourquoi ? Parce que les Gallois ont choisi le protestantisme et donc ont eu tout de suite droit aux textes sacrés en langue vernaculaire, au contraire des Irlandais, qui ont fait le choix de rester catholiques, avec une Bible en latin. La révolution luthérienne du « sacerdoce universel » fonde en droit un sujet en lien direct avec le Sauveur. De la valorisation du sujet à l'autonomie de l'individu, de la souveraineté du peuple à la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, les trois siècles qui suivront vont associer la modernité politique à la liberté et la liberté à la société moderne. Le Siècle des Lumières ne dira rien d'autre et le XIX^e siècle assimilera le national au libéral et le libéral au national.

Humanisme : A l'association entre, liberté, souveraineté du peuple et nation, il convient d'en ajouter une autre : celle qui relie nation et révolution. On a l'habitude d'en compter trois : l'anglaise, l'américaine et la française. Vous en ajouter une, la néerlandaise, et vous mettez à part la française, dont vous estimez qu'elle se distingue substantiellement des trois autres.

La première révolution qui ouvre l'ère de notre modernité, c'est, en effet, celle qui fonde les Pays-Bas. Lorsque le président Obama les visita, on lui montra l'acte fondateur, le Plakaat, considéré comme ayant inspiré la Déclaration d'indépendance des États-Unis -ce texte qu'on ne relit pas aujourd'hui sans l'émotion qui peut étreindre un spectateur du film de Capra *Mister Smith au Sénat*. Entre les deux révolutions, l'anglaise de 1688 a installé le parlementarisme au cœur du modèle national classique.

Dans cette dynamique, la Révolution française n'arrive qu'en quatrième position. Je ne souligne pas ce point pour rabattre le caquet des Français mais pour définir la particularité de notre destin national. Les trois premières révolutions modernes ont en effet en commun d'être adossées à la religion -mais elle est protestante... Alors que la française voit se dresser devant elle un adversaire résolu, le catholicisme. Le catholicisme aura été, tout au long du XIX^e siècle, la grande centrale anti-libérale -avant que le mouvement ouvrier ne prenne le relais... Lisez les textes pontificaux contemporains : les droits de l'homme, la souveraineté populaire, la liberté de conscience, la liberté d'expression..., c'est l'abomination de la désolation ! La Révolution française va donc se construire contre la religion. D'où la spécificité française jusqu'à aujourd'hui : la laïcité. On

le voit à l'incompréhension devant cette notion dans les cultures anglo-saxonnes. De son double héritage catholique et étatique la France moderne gardera, sur le fond, sa passion de l'égalité plus que de la liberté et, dans la forme, son tropisme radical. Le résultat politique est connu : tandis que les États-Unis vivent avec le même texte constitutionnel depuis 1789, dans le même temps nous en avons, nous, usé une douzaine ...

Humanisme : L'invention de la nation, c'est donc des principes proclamés. Mais l'existence d'une nation c'est aussi des facteurs d'identification culturelle rassemblés, étant entendu que ce résultat d'un processus historique n'est pas garanti.

Oui. Vous connaissez la question de Leibnitz : pourquoi y-a-t-il quelque chose plutôt que rien ? On pourrait dire : pourquoi y-a-t-il ici aujourd'hui des Slovaques plutôt que des Hongrois ou des Tchèques ? Un collègue estonien, à qui je posais la question : « Mais pourquoi y-a-t-il des Estoniens ? » m'avait donné la clé initiale : dans cet extrême de la marche germanique vers l'est, la colonisation allemande s'était en quelque sorte épuisée face à ce peuple balte, dominé mais resté majoritaire, alors que, plus à l'ouest, elle avait eu raison des Vieux-Prussiens, etc. Vous avez donc, à l'origine, un « peuple », donc une identité politique qui survit à son anéantissement -violent ou progressif- par les peuples voisins. Cette identité politique, dans la durée, génère une identité culturelle, s'exprimant principalement au travers de deux systèmes symboliques : une langue et une « religion » (au sens étymologique, d'avant la révolution universaliste chrétienne : un système de mythes et de rites propre à chaque peuple). Et pour que cela fasse nation, il faut que ce destin collectif croise la révolution politique moderne : le postulat de la souveraineté populaire. D'où ma définition : la nation, c'est quand le peuple devient le Peuple.

Humanisme : Venons-en à votre sous-titre, « Une histoire mondiale ». Sacrifiez-vous, ainsi, à la vogue historiographique du jour qui tend à disqualifier les histoires « nationales » au profit d'une histoire « connectée » à l'échelle du monde ?

Je constate, comme vous, la faveur de la « *global history* ». Elle est évidemment liée à la mondialisation des enjeux technologiques, économiques, culturels qui marquent notre époque. Sa variante, les « *subaltern studies* », a aussi évidemment à

voir avec des comptes à régler entre ex-colonisés et ex-colonisateurs -il est significatif, de ce point de vue, que les historiens indiens aient été sur ce programme à l'avant-garde-. Il y a là comme une revendication à la dignité historiographique. Cela dit, si la mondialisation étend son empire, il y a des domaines, et notamment le domaine politique, qui résistent à son emprise. Tout vient de la confusion entre « mondialisation » et « mondialisme ». La mondialisation est un fait, le mondialisme est un projet politique. A l'heure actuelle, au fond, la seule institution qui soit l'esquisse du commencement de l'ébauche d'un projet mondialiste, ce n'est évidemment pas l'ONU, qui est une réunion d'États-nations souverains, c'est... l'Union européenne, qui engage les pays partenaires dans une logique d'abandon de souveraineté. Et maintenant, regardez l'état de cette pauvre Union. Plus au fond, personne n'a l'air d'être troublé par une étonnante coïncidence temporelle. On affirme souvent que la mondialisation au sens moderne a démarré avec ce qu'on appelait dans ma jeunesse les « Grandes Découvertes » (XV^{ème}/XVI^{ème} siècle) ? Eh bien vous constaterez que, dans mon livre, c'est exactement la période fondatrice de l'État-nation moderne... Ce n'est pas une contradiction, encore moins un paradoxe : c'est une dialectique.

Conclusion : la mondialisation marche à grands pas et de plus en plus vite, le mondialisme, lui, avance à pas d'escargot. Songez au sort d'États comme la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie, succombant aux aspirations nationalistes internes qu'ils avaient cru ou espéré surmonter. Les jeunes Serbo-croates des années 1980 pouvaient bien participer d'une culture mondialisée, américanisée – il y avait même un rock serbo-croate repéré, à cette époque – ; le moment venu, ça ne les a pas empêché de s'entre-égorger... Et puis, il y a toutes ces aspirations nationales inaccomplies, aussi diverses que celles qui mobilisent les Kurdes ou les Kanaks, les Catalans ou les Écossais...

Oui, au moment où nous nous entretenons, il n'y a toujours rien de plus mondial que le national. L'État-nation, comme toute catégorie historique, n'a rien qui lui garantisse l'éternité, mais il a encore de longs jours devant lui. Bons ou mauvais. □